

# IPI

INTERNATIONAL  
PEACE  
INSTITUTE

# Investir dans la paix et la prévention de la violence au Sahel-Sahara : Troisièmes Conversations régionales

SEPTEMBRE 2018



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Ce séminaire a été co-organisé à Alger, en Algérie, les 24 et 25 juin 2018 par IPI, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse et le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) de l'Union africaine, avec le soutien du gouvernement algérien. Ces Conversations d'Alger ont fait suite à celles organisées à Dakar en juin 2016 et à N'Djamena en juin 2017 et s'inscrivent également dans la continuité du séminaire précurseur à Tunis en novembre 2015.

Les préparations substantives de la rencontre d'Alger furent assumées par un comité mis sur pied avec des représentants de chaque partenaire. La rédaction de ce rapport de synthèse fut réalisée par Aïssata Athie d'IPI, au nom des partenaires et avec leur soutien. Ce rapport reflète l'interprétation des discussions par la rapporteuse et ne représente pas nécessairement les opinions de tous les participants.

IPI est reconnaissant envers ses généreux donateurs et partenaires, dont le soutien et la collaboration rendent possibles les publications comme celle-ci. En particulier, IPI remercie la Confédération Suisse.

## Introduction

Malgré la multiplication des réponses sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien, celles-ci, même si elles sont nécessaires, ont démontré leurs limites, en partie car elles traitent les symptômes plutôt que les nombreuses causes endogènes, transnationales ou exogènes qui génèrent et nourrissent la violence. Les phénomènes de violence et d'extrémisme violent sont complexes, différent d'une région à une autre et appellent des réponses spécifiques à chaque contexte. C'est dans la transformation des conditions propices à la violence par un véritable investissement dans la construction de la paix et du vivre-ensemble en paix que repose la clé. C'est en tout cas la conviction qui se conforte depuis le lancement de l'initiative des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent.

Cependant, ces pratiques et facteurs de résistance et de résilience et les expériences réussies qui proposent des alternatives concrètes et crédibles à la violence restent trop peu étudiés et valorisés sur le continent et au-delà. Et en même temps, globalement, l'extrémisme violent continue de gagner du terrain, au sens propre et figuré : cela doit nous interpeller en termes d'efficacité des réponses apportées.

C'est précisément pour créer un espace d'échange et d'appropriation de l'approche de prévention de la violence dans l'espace sahélo-saharien que l'Institut international pour la paix (IPI), le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse<sup>1</sup> et le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) de l'Union africaine ont organisé, avec le soutien du gouvernement algérien, la troisième édition des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent.

Ouverte officiellement par le Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, cette rencontre a réuni plus de 70 experts et praticiens venus de l'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale : des représentants des gouvernements et des forces de défense et de sécurité, des autorités politiques, religieuses et traditionnelles, des membres de la société civile, des chercheurs et des représentants des médias et d'institutions culturelles, ainsi que des représentants des organisations régionales et internationales et des partenaires.

<sup>1</sup> Lequel s'est doté en avril 2016 d'un Plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent, fondement de son engagement notamment dans cette initiative des Conversations régionales. Voir [www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/SchweizerischeAussenpolitik/AussenpolitischerAktionsplan-PVE160404\\_FR.pdf](http://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/SchweizerischeAussenpolitik/AussenpolitischerAktionsplan-PVE160404_FR.pdf).

Les Conversations régionales ont été initiées en 2016 en lien avec le lancement du Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent qui appelle à la nécessité « d'adopter une approche plus globale, qui comprenne non seulement les mesures essentielles de lutte contre le terrorisme axées sur la sécurité mais aussi des mesures de prévention systématiques qui s'attaquent directement aux causes de l'extrémisme violent »<sup>2</sup>.

A travers sa dimension régionale et sa participation diversifiée, cette initiative propose un espace informel d'échanges sur la prévention de l'extrémisme violent, et construit et renforce des passerelles entre acteurs d'horizons professionnels divers et des initiatives positives régionales qui constituent des alternatives concrètes à l'extrémisme violent. Le dialogue est au cœur de la démarche de cette initiative.

Sur la base de la richesse des vécus et des pratiques de participants venus de divers horizons africains, les discussions d'Alger portèrent dans un premier temps sur l'analyse des causes de l'extrémisme violent et des facteurs qui y contribuent. Puis elles traitèrent des facteurs de résilience et des facteurs de paix positive, et enfin des actions concrètes et multiples de prévention de la violence engagées par différents acteurs de la région afin de « renverser la table » et sortir de la spirale de violence.

La nécessité de formuler des recommandations concrètes par et pour les praticiens de la région a guidé ces Conversations autour de thématiques identifiées comme essentielles lors des précédentes Conversations : les relations État-citoyen et gouvernants-gouvernés ; la participation politique ; le dialogue inclusif comme outil de transformation de la violence ; les dynamiques socio-économiques et politiques transfrontalières ; la contribution des médias aux efforts de prévention ; celle des forces de défense et de sécurité ; et le potentiel de la culture, de l'éducation et de la citoyenneté en tant qu'outils de prévention.

## Résumé des recommandations

Les diverses analyses et recommandations issues des deux jours de travaux ont rappelé la complexité des phénomènes de violence et de l'extrémisme violent et souligné la nécessité d'inscrire les initiatives de prévention dans une approche holistique et pragmatique axée sur la recherche de résultats concrets. Les participants ont exprimé leur engagement à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des recommandations pertinentes ci-dessous :

- Investir dans la prévention de la violence, y compris l'extrémisme violent, en travaillant à transformer les causes qui la suscitent ; les participants et les organisateurs des Conversations s'engagent à poursuivre ce plaidoyer.
- Favoriser tous les espaces de dialogue à travers lesquels la cohésion sociale et le lien entre la société et l'État se renforcent et consolident le vivre-ensemble en paix, en particulier dans les zones marginalisées, qu'elles soient urbaines ou rurales.
- Favoriser également le dialogue comme outil de prévention pour comprendre l'extrémisme violent, pour apporter des réponses collectives aux causes qui le provoquent et là, où possible, pour tendre la main vers les acteurs de cette violence.
- Favoriser la participation des femmes, des jeunes, des communautés locales et des familles dans le développement et la mise en œuvre des initiatives de prévention de la violence, y compris à travers leur participation à la prise de décision politique.
- Reconnaître le rôle central des pouvoirs publics et des acteurs politiques dans la prévention de l'extrémisme violent et les encourager à engager le dialogue et l'action avec tous les acteurs de la société pour adresser les causes de l'extrémisme violent et à privilégier davantage l'approche préventive dans leurs stratégies de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

<sup>2</sup> Assemblée générale des Nations Unies, *Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent — Rapport du Secrétaire général*, Doc. ONU A/70/674, 24 décembre 2015.

- Engager le dialogue entre les forces de défense et de sécurité et les communautés, ainsi qu'entre les forces de défense et de sécurité et les responsables politiques, pour favoriser la confiance et une meilleure compréhension de leurs rôles respectifs, pour (si besoin) corriger les comportements abusifs et pour donner un cadre républicain stimulant le rôle de prévention de ces forces.
- Face à cette nouvelle menace, reconnaître la nécessité de développer une nouvelle doctrine pour les forces de défense et de sécurité, construite sur les impératifs du service républicain, des droits de l'homme, du droit international humanitaire et de la sécurité humaine, et renforcer les capacités dans ces domaines.
- Œuvrer aux côtés des professionnels des médias à une sensibilisation et un renforcement des capacités sur le rôle central qu'ils peuvent assumer en matière de prévention de l'extrémisme violent, par une information objective, en relayant des discours de paix et non de haine, et en faisant valoir les expériences réussies de prévention.
- Placer la culture, la citoyenneté et l'éducation (formelle mais également au sein des familles) au cœur des dispositifs de prévention de l'extrémisme violent.
- Face au caractère transnational du phénomène d'extrémisme violent, qui appelle également une réponse régionale, éviter d'avoir de multiples stratégies et programmes régionaux institutionnels, non seulement en améliorant la coordination mais aussi en développant de véritables approches intégrées.
- A l'instar des Conversations, poursuivre au plan régional les efforts visant à partager et à appuyer les diverses expériences réussies, afin de renforcer l'approche préventive dans le traitement de l'extrémisme violent.

## La nécessité d'une réponse multidimensionnelle et inclusive fondée sur le dialogue

Les réponses militaires et sécuritaires au Sahel-Sahara, bien que parfois nécessaires, ont démontré leurs limites ; l'extrémisme violent nécessite une

réponse basée sur une approche holistique et globale, allant au-delà de l'action militaire. Ce d'autant plus que parfois celle-ci est accompagnée de comportements abusifs de la part des forces de sécurité et de défense envers les populations, augmentant le fossé entre les États et leurs administrés. La réponse militaire sert trop souvent de « paravent » au manque de volonté des responsables politiques de s'engager autant, si ce n'est plus, dans les actions préventives, seules à même de résoudre les antagonismes sur le long terme.

Cette approche multidimensionnelle est nécessaire au vu de la variété des causes et facteurs qui sont à l'origine du phénomène. La religion, souvent affichée comme facteur premier, s'avère dans la réalité être un élément parmi d'autres ; les injustices politiques, sociales et économiques, l'impunité, le désir de vengeance, la quête de protection, la pauvreté, le chômage (notamment chez les jeunes), la mauvaise gouvernance, la corruption, la marginalisation et le sentiment d'exclusion, la crise d'identité, le changement violent de régime et la résurgence d'anciens conflits mal résolus sont autant de facteurs à cerner pour mieux comprendre et répondre aux causes de ce phénomène.

L'érosion des institutions publiques a aussi été soulevée, et les conséquences que cela peut avoir sur les capacités de ces sociétés à faire face à la violence. La corruption, la mauvaise gouvernance et le manque de transparence remettent en cause la légitimité de l'État et de ses institutions. Par exemple, les difficultés d'accéder au système de justice et la remise en cause de son impartialité font que les citoyens perdent confiance dans cette institution. Le secteur de l'éducation, véritable naufragé dans la plupart des pays concernés, illustre également parfaitement en quoi le déficit d'État peut créer des ravages profonds au sein des sociétés. La floraison des écoles coraniques incontrôlées fut abondamment évoquée. A la place d'aller vers ces institutions qui s'occupent des sources du problème, les ressources publiques sont souvent concentrées vers le domaine de la sécurité pour répondre à la menace à court terme.

La famille peine à constituer un rempart à l'endoctrinement et au recrutement des jeunes. Il a été mentionné une « abdication de la responsabilité des parents » dans certains cas et un manque de surveillance et de suivi, alors même que la famille

devrait fonctionner comme un mécanisme d'alerte précoce. La famille est le premier lieu de transmission et d'acquisition de valeurs sociétales. Que faire lorsque les parents n'encouragent plus leurs enfants à aller à l'école, car celle-ci offre un service inadéquat (classes d'une centaine d'enfants, pas de matériel, pas ou peu d'enseignants) ? Que faire lorsque les parents n'ont pas de réponse face aux questions de leurs enfants sur leur avenir et leur place dans leur société ? Que faire lorsque ce sont les parents eux-mêmes qui parfois encouragent leurs enfants à « partir au large » (pour s'engager dans la violence, pour chercher un ailleurs meilleur, etc.) ?

Le contexte actuel est par ailleurs marqué par l'érosion des coutumes et pratiques traditionnelles qui ont longtemps constitué un rempart aux discours de haine et violence. Cette érosion a dans certains cas entraîné une perte d'emprise de ces communautés sur la régulation sociale et parfois même politique. De surcroît, les mouvements de transhumance et autres déplacements exacerbés par les changements climatiques au Sahel-Sahara ont favorisé l'émergence de tensions entre communautés. C'est notamment le cas dans la région du centre du Mali et au Niger, où les affrontements entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires se multiplient. Ces tensions intercommunautaires font en outre l'objet d'instrumentalisation par les milices, les groupes armés et les États eux-mêmes à des fins de contrôle, au point que certains disent « ce ne sont pas les terroristes qui nous terrorisent, c'est notre État et les milices ». Cela est ressorti comme l'un des risques majeurs de conflagration. Les participants ont appelé à renforcer les communautés locales afin de les aider à résoudre les conflits intercommunautaires de manière pacifique à travers le dialogue et en impliquant les chefs traditionnels.

La persistance, voire le creusement, de l'écart entre riches et pauvres peut aussi engendrer un rejet de l'État et de ses institutions. Ceci est particulièrement vrai dans les zones transfrontalières éloignées des centres administratifs, où les services étatiques peinent à maintenir une présence et où les populations parviennent difficilement à avoir accès aux services de base, surtout aux services de sécurité. En effet, lorsque l'État faillit à assurer la sécurité de ces populations ou que ses forces armées commettent elles-mêmes des exactions

contre les populations, cela peut pousser ces dernières dans les bras des groupes extrémistes violents. Par ailleurs, l'équilibre des pouvoirs dans ces zones « oubliées » se trouvent de plus en plus souvent bouleversés par l'émergence de milices d'auto-défense, souvent constituées sur une base communautaire, qui tentent de remplir le vide sécuritaire. Dans ce contexte, la notion de la « dignité humaine » est souvent revenue dans les conversations. Lorsque la dignité humaine est atteinte par l'État, cela renforce l'attrait des groupes extrémistes violents qui se présentent comme alternatives à l'État pouvant protéger la population des exactions des communautés rivales et de l'État et faire justice à peu de frais.

Les périodes de transitions politiques et de changement de régime soudain constituent aussi des moments propices pour l'émergence de ces groupes qui s'emparent du vide politique et institutionnel pour se poser en alternative et solidifier le discours « eux » contre « nous ». Cela a notamment été le cas en Libye, où les groupes extrémistes violents, souvent déjà sous-jacents, ont saisi le moment de la chute du régime de Mouammar Kadhafi pour proliférer et créer des alliances au-delà des frontières. L'attrait de ces groupes extrémistes violents est en effet renforcé lorsque ceux-ci se « substituent » à l'État en fournissant des services sociaux, de la sécurité, de la justice ou des revenus.

Face à de tels défis, dont on note bien la diversité, les participants ont ainsi appelé au besoin urgent d'une réponse multidimensionnelle et inclusive de tous les secteurs de la société. En partant du constat que les structures et actions étatiques sont nécessaires mais insuffisantes, l'engagement de l'ensemble de la société — hommes politiques, leaders d'opinion, forces de défense et de sécurité, éducateurs, femmes, jeunes, familles, chefs religieux et traditionnels, communautés, médias, société civile, acteurs de la culture et chercheurs — comme acteurs clés de la prévention de l'extrémisme violent s'avère indispensable. Mais il fut dit aussi que tout cela doit être présidé par une volonté politique ferme et affichée qui mise sur la richesse de cette diversité et montre le chemin de l'inclusion.

Les Conversations d'Alger ont aussi été le révélateur du besoin profond de dialoguer, à tous les niveaux, pour comprendre les causes de

l'extrémisme violent et pour œuvrer au changement : au sein des familles, au sein des écoles, au sein des institutions, entre les politiques et les militaires, entre les communautés et ceux qui les administrent ou les sécurisent, et peut-être même avec les extrémistes violents. Mais le dialogue est difficile, et il n'est pas mécanique. Il est donc fondamental de créer les espaces structurés pour le dialogue où les expériences et les questions peuvent être partagées, et où l'envie d'aller vers l'autre peut grandir.

## Le rôle de la société civile locale dans la prévention

Les Conversations ont prêté une attention particulière au rôle de la société civile locale et à sa relation avec l'État. La société civile est polymorphe, elle comprend non seulement des « organisations de la société civile », mais aussi les communautés elles-mêmes, leurs leaders, les villages et autres formes de regroupements de populations locales, les femmes ou les jeunes qui s'organisent de diverses manières, de simples individus qui agissent et des structures socio-professionnelles.

La société civile joue un rôle central dans la prévention de l'extrémisme violent car ce phénomène se manifeste en réponse à des facteurs locaux plutôt qu'à des dynamiques globales, même si ces dernières entrent souvent dans le discours des groupes. Les stratégies de développement et projets de prévention doivent ainsi être adaptés au contexte local et aux besoins exprimés à ce niveau et éviter d'imposer des agendas extérieurs. Comme exemples de ce risque furent cités les priorités budgétaires nationales trop influencées par des bailleurs internationaux et leurs propres agendas, ou encore la Conférence d'entente nationale de mars 2017 au Mali dont la recommandation de négocier avec les extrémistes religieux du Nord et du Centre fit long feu en partie sous pression extérieure. Il s'agit plutôt d'appuyer les initiatives qui viennent des communautés elles-mêmes, qui connaissent mieux que quiconque leurs besoins. Au niveau financier, cela se traduit aussi par l'appui aux programmes qui fonctionnent et le fait d'éviter d'inonder la société civile de fonds qu'elle n'a pas la capacité d'absorber. Les gouvernants doivent de surcroît veiller à ne pas restreindre l'espace

disponible à la société civile au motif de la lutte contre le terrorisme.

Le dialogue et la coopération entre le gouvernement et les citoyens doivent par ailleurs être renforcés. Les espaces de dialogue entre les deux sont encore trop rares et ne résistent pas toujours aux crises. Une collaboration transparente, inclusive et participative entre les gouvernants et les gouvernés est pourtant nécessaire et bénéfique à tous. Ces derniers pourraient ainsi être consultés lors de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques de prévention. Par exemple, la Commission nationale tunisienne de lutte contre le terrorisme veille à intégrer dans ses activités toutes les composantes de la société civile, perçues comme étant en première ligne pour faire face à, mais aussi pour prévenir, l'extrémisme violent. Il s'agit donc aussi pour les institutions publiques et les responsables politiques de prendre la pleine mesure de la richesse que représente l'interaction avec la société civile (au sens large) et de la valoriser dans le cadre des politiques publiques.

Les participants ont également rappelé l'importance de l'inclusion politique des femmes et des jeunes, notamment au niveau local. Cela peut se faire en adoptant des mesures destinées à réduire l'âge minimum de candidature à certains postes politiques, à instaurer un quota minimum de jeunes et de femmes, à renforcer leurs capacités ou à éliminer les barrières financières à leur participation, notamment en zone rurale (frais liés aux campagnes, déplacements, etc.). Des officiels algériens ont partagé l'expérience d'un partenariat avec ONU Femmes pour offrir une formation aux candidates au parlement. En Tunisie, le plan d'action national de mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité donna lieu à un dialogue entre le gouvernement et la société civile avec comme résultat l'adoption d'une loi cadre pour la protection des femmes et l'appui à la participation des femmes dans les domaines militaires, politiques et économiques. En Algérie et au Maroc, des « mourchidates » (femmes musulmanes prédicatrices et assistantes religieuses) travaillent aux côtés de leurs homologues hommes à transmettre les messages de tolérance de l'Islam, non seulement dans les mosquées, mais aussi dans les familles, les maisons de jeunes, les hôpitaux ou les écoles.

De manière générale, les États doivent accepter et

favoriser le rôle indispensable de la société civile, tout en assumant sa propre responsabilité dans la mise en place de la bonne gouvernance, notamment des services sociaux, éducatifs, de santé et de justice. L'objectif est ainsi de valoriser les populations vulnérables et de favoriser leur épanouissement ; mieux ancrées au sein de l'État et de la nation, elles seront d'autant moins tentées par les expédients proposés par les groupes extrémistes violents.

## Les médias comme outil de prévention

À l'heure de l'information en continu et des réseaux sociaux, les médias (radios communautaires, presse écrite, médias en ligne, réseaux sociaux, audiovisuel) sont incontournables dans leur capacité d'atteindre les acteurs de tous les niveaux, depuis les décideurs politiques jusqu'aux communautés locales. L'utilisation croissante des médias et réseaux sociaux par les groupes extrémistes violents pour diffuser leur propagande révèle la nécessité pour les médias de jouer un rôle plus actif dans la prévention de la violence, en assurant l'objectivité de l'information qu'ils véhiculent. Bien que le principe de couverture médiatique impartial reste primordial, les participants ont souligné la nécessité d'empêcher les groupes extrémistes violents d'utiliser les médias comme outil de propagande, et au contraire d'assurer des espaces pour la diffusion de messages en faveur de la paix. La question de la liberté d'expression a aussi été soulevée avec une reconnaissance que cette liberté ne peut être absolue lorsqu'il s'agit d'appels à la haine et à la violence.

Les médias peuvent ainsi jouer un rôle de prévention à travers l'information, l'éducation et la sensibilisation à la prévention. Sur ce rôle d'information, les médias se doivent d'informer et de disséminer les réalités vécues par les communautés affectées. Ces témoignages peuvent avoir un effet thérapeutique pour les victimes qui voient ainsi leur souffrance être reconnue. Ainsi, des initiatives ont été créées en Tunisie, au Mali et ailleurs pour diffuser des vidéos web mettant en scène des jeunes s'exprimant sur les problèmes locaux, la violence et les défis auxquels ils sont confrontés. Les participants ont aussi évoqué le rôle « d'éducation » des

médias sur la bonne gouvernance d'Internet et à travers le décryptage des « fake news » qui peuvent devenir facteur de recrutement des jeunes. Enfin, l'action de sensibilisation des médias peut passer par le fait de dédier un espace pour promouvoir et donner de la visibilité aux initiatives positives à la prévention qui existent déjà et donner la voix à leurs animateurs et animatrices.

La contribution des médias aux efforts de prévention est particulièrement importante au niveau local. Les radios communautaires qui revêtent un aspect inclusif — étant auprès des communautés locales, communiquant dans les langues locales et se focalisant sur les dynamiques locales — ont notamment été soulignées. Celles-ci peuvent effectivement contribuer à la prévention et au dialogue, comme le montrent, par exemple, la retransmission de cafés politiques (en Tunisie), les échanges entre acteurs politiques et activistes de la société civile diffusés comme podcasts, ou la diffusion de messages religieux positifs afin de bâtir un discours alternatif à l'argumentaire des groupes extrémistes (au Sahel et au Nigéria). Des initiatives œuvrent aussi à désenclaver les zones rurales auparavant privées d'accès à l'information.

Il est important de tenir compte non seulement des médias traditionnels mais aussi du pouvoir que les influenceurs peuvent avoir sur les réseaux sociaux (notamment sur les jeunes). Le « dark web » est un espace de recrutement important pour les groupes extrémistes, et la non-gouvernance de ces espaces leur permet de propager leur doctrine librement. La contribution des médias aux efforts de prévention nécessite de ce fait une formation des journalistes au phénomène d'extrémisme violent afin d'en comprendre les tenants et aboutissants et de développer une expertise. Ici, le choix de la terminologie prend une place importante, afin d'éviter tout amalgame qui pourrait infléchir l'action dans un sens négatif. Il a de surcroît été mentionné la nécessité d'une formation sur les différents types d'extrémisme, non seulement religieux mais aussi ethnique, nationaliste et misogyne, qui représentent tous un défi à la cohésion sociale et peuvent être sources potentielles de violence.

Constatant les limites qui peuvent exister à la contribution des médias aux efforts de prévention dans le Sahel-Sahara, il a été recommandé la création dans le cadre de cette initiative d'un

comité de pilotage chargé de formuler une stratégie pour la production et la diffusion de contenus en faveur de la prévention de l'extrémisme violent dans les médias et pour la sensibilisation et la formation des professionnels des médias à cet égard. Il a également été recommandé la création d'un guide de bonnes pratiques journalistiques et d'une plateforme de journalistes du Sahel-Sahara pour la paix. Cette plateforme régionale pourrait servir à disséminer des expériences positives, servir de portail de contenus en faveur de la paix, effectuer un travail de sensibilisation des médias, mener des actions de plaidoyer en direction des responsables et servir de banque de données de contacts et de ressources d'expertise.

Au vu du caractère transnational et global du phénomène de l'extrémisme violent, il a été reconnu que la contribution des médias aux efforts de prévention nécessite aussi d'impliquer les médias étrangers et la communauté internationale sur l'importance de ces espaces de sensibilisation à la paix.

## La contribution des forces de défense et de sécurité à la prévention

Les forces de défense et de sécurité (FDS) sont au premier plan lorsqu'il s'agit de combattre l'extrémisme violent, et leur contribution aux efforts de prévention est également essentielle dans le cadre d'une approche holistique<sup>3</sup>. Si toutefois leur action n'est pas proportionnelle ou ne respecte pas les règles du droit international, l'action des FDS peut être contreproductive. Dans la région, les abus perçus ou réels des FDS, ainsi que l'impunité qui les couvre, sont évoqués comme facteurs motivant les jeunes à rejoindre les groupes extrémistes violents. Ainsi, dans l'état de Borno, au nord du Nigéria, les abus des FDS sont cités comme facteur premier pour lequel les individus rejoignent les rangs de Boko Haram. Les cas de mauvais traitements, violences, arrestations arbitraires, tortures, extorsions et exécutions sommaires dans le cadre

d'opérations antiterroristes sont nombreux et rarement suivis de mise en responsabilité. De plus, les FDS ne sont pas nécessairement outillées pour affronter les groupes extrémistes violents, et elles opèrent souvent sans que les fonctions politiques ou civiles ne soient mises en place pour relayer l'action militaire, ce qui impose à celle-ci de perdurer ou d'assumer des rôles qui dépassent leur mandat.

Il est nécessaire de sensibiliser et renforcer les capacités des FDS face à un phénomène relativement nouveau qui diffère des guerres conventionnelles pour lesquelles elles sont formées. Les participants ont ainsi souligné l'importance de développer une nouvelle doctrine militaire face à l'extrémisme violent afin de répondre aux méthodes de guerre non-conventionnelles de ces acteurs armés non-étatiques qui se fondent dans la masse parmi les civils ou opèrent par des actions indiscriminées. Il est également nécessaire que des formations s'adressent tant au niveau du leadership stratégique qu'aux éléments de troupes et qu'elles abordent explicitement les dynamiques de l'extrémisme violent afin d'en comprendre les causes et la nature complexe et évolutive. De telles formations doivent en outre se focaliser sur une approche de sécurité humaine centrée sur les personnes, inclure des contenus sur l'éthique professionnelle et la promotion des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Enfin, il a été rappelé que la notion d'armée républicaine est d'autant plus d'actualité lorsque dans la réalité ; les violences de tous ordres se mélangent et se nourrissent de lignes de rupture politiques, tribales ou territoriales qui se trouvent aussi dans les corps habillés.

L'expérience démontre que le succès ou l'échec des interventions militaires dépend largement de l'interaction avec et de la participation de la population civile. Pour bâtir et renforcer la confiance des citoyens, il est important que les FDS ne soient pas perçues comme étant elles-mêmes une menace ou des auteurs de violence contre la population. Cette mise en confiance mutuelle peut passer par l'organisation de programmes de

<sup>3</sup> La question de la contribution des FDS à la prévention a déjà été évoquée dans le cadre des Conversations régionales précédentes et lors d'un séminaire satellite organisé en 2017 à Dakar. Les Conversations d'Alger ont prolongé ce travail et se sont focalisées sur la formulation de recommandations concrètes à l'attention des FDS pour une action de prévention. Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS) du Sénégal et Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse, « Séminaire régional : Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique », Dakar, Sénégal, 9 et 10 octobre 2017, voir [www.cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2018/02/BAT\\_RAPPORT-2017.pdf](http://www.cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2018/02/BAT_RAPPORT-2017.pdf).

sensibilisation et la création d'espaces de dialogue avec les communautés, en particulier les groupes de jeunes, femmes et leaders religieux et traditionnels. Il s'agit d'inclure les communautés dans l'élaboration de stratégies de prévention afin de promouvoir l'appropriation locale. Il a aussi été recommandé que les FDS ne recourent pas à une stratégie d'engagement uniquement aux fins de renseignement : cela ne permet pas de construire la confiance et met parfois même les populations en danger. Une autre suggestion a été celle de mettre en place des officiers civilo-militaires dont l'action principale serait dédiée à la fluidité des relations entre civils et militaires.

Les polices de proximité ont également un rôle important à jouer dans l'instauration d'un lien de confiance avec les populations locales. En principe, leur « proximité » devrait permettre une plus grande représentativité et donc l'inclusion d'éléments émanant des communautés locales. L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015 prévoit, par exemple, l'établissement d'une police territoriale et de comités consultatifs locaux de sécurité impliquant FDS et populations locales. Dans le contexte actuel et du fait de la nature de la menace, le corps militaire se retrouve souvent à remplir les fonctions de la police, qui souvent manque de capacités suffisantes pour accomplir son rôle. Il s'agit donc également de renforcer les capacités de la police locale.

Restaurer la confiance nécessite par ailleurs pour les FDS d'assurer une présence constante, la crainte de représailles par les groupes armés empêchant souvent les civils de coopérer avec elles. L'absence des FDS est d'ailleurs un des facteurs qui a facilité l'émergence de milices d'auto-défense. Ces milices, qui ont émergé un peu partout dans la région comme des palliatifs au déficit de protection de la part des FDS, représentent désormais aux yeux de beaucoup une véritable épée de Damoclès. Celles-ci se sont souvent constituées sur une base communautaire, tribale ou ethnique et participent aujourd'hui au clivage sociétal à l'origine des violences, ou font l'objet de manipulations hasardeuses de toutes parts. Viendra le moment où la nouvelle fonction sociale que ses membres se sont donnée, assortie souvent de dividendes économiques, touchera à son terme. Comment les responsables politiques et les FDS préparent-ils la gestion de cet avenir ? Les participants ont

encouragé un travail de documentation, d'analyse et de diffusion des expériences existant en la matière.

Adresser la méfiance entre les FDS et la population civile implique d'améliorer les stratégies de communication des FDS sur les opérations militaires et les résultats de celles-ci. Il a été constaté un manque de communication de la part des FDS — par négligence ou souci de confidentialité — ce qui peut renforcer le sentiment de méfiance envers elles (notamment lorsqu'elles sont accusées d'abus). Avec une communication effective (dans la mesure du possible), les FDS pourraient obtenir le soutien de la population mais aussi l'intégrer aux efforts de prévention et dans la gouvernance du secteur de la sécurité. L'utilisation des médias et réseaux sociaux (par ex. Twitter) à cette fin peut être utile, par exemple pour rendre publiques les poursuites ou sanctions prises à l'encontre de ceux qui commettent des violations et pour mettre fin à la stratégie du « démenti ».

Les participants ont également identifié un rôle à jouer pour les FDS, aux côtés des gouvernements et des organisations de la société civile, dans la réintégration et la réhabilitation d'anciens membres de groupes extrémistes violents. L'expérience du Nigéria a ici été prise en exemple. L'Opération Safe Corridor est un programme mené par 13 agences gouvernementales aux côtés de l'armée nigériane, qui vise à la déradicalisation, la réhabilitation et la réintégration d'anciens membres de Boko Haram jugés comme présentant un « faible risque ». Ceci se fait à travers la prise en charge psychologique (par les psychologues et les responsables religieux) et économique (à travers l'offre de formations professionnelles). Des activités sont également mises en œuvre pour engager et renouer le dialogue avec les familles de ces ex-combattants. Leur réinsertion et réintégration dans les communautés d'accueil représentent toutefois un défi important car peu de moyens sont consacrés au dialogue avec ces communautés sur les notions de pardon et de justice, alors même que celles-ci ont souvent été victimes des exactions de Boko Haram.

Un élément important à prendre en compte pour la réintégration porte sur les femmes et compagnes de ces ex-combattants, qui ont soit volontairement rejoint les forces ou y ont été contraintes. Le stigmate social pour ces femmes est considérable et peut les dissuader de témoigner de leur expérience.

Une autre question mise en avant porte sur le genre et la désignation de « points focaux genre » au sein des FDS afin de faciliter une plus grande responsabilisation et représentativité des femmes dans le domaine de la sécurité, police comme forces armées.

Le gouvernement d'Algérie a partagé son expérience en matière de réintégration d'ex-combattants et le recours à l'amnistie vers la fin de sa « décennie noire » dans les années 1990. Le modèle suivi par les autorités algériennes et la police nationale fut celui de la réconciliation nationale et la mise en place de politiques de concorde civile avec l'appui de la population.

Une question plus difficile à aborder fut celle du rôle que pourraient jouer de tels combattants désengagés en termes de prévention. Les FDS sont souvent au premier contact avec ceux qui se rendent ou sont capturés et sont en mesure de recevoir des informations de premières mains non seulement sur les stratégies ou modes opératoires de l'ennemi, mais aussi sur les parcours de ceux qui sont partis combattre et sont revenus. Qu'advient-il de telles informations ? Peuvent-elles être utilisées pour démystifier et décourager l'attrait de cette violence auprès d'autres candidats ? Les intéressés eux-mêmes sont-ils en mesure de porter des messages de prévention ? Des témoignages rares ont été donnés dans ce sens à Alger et amènent à réfléchir sérieusement à cette dimension de la prévention encore largement inexploree.

Qu'en est-il par ailleurs du dialogue avec ceux qui combattent toujours dans les rangs des groupes extrémistes ? Si l'idée même d'un tel « dialogue » n'est pas rejetée (« il s'agit de nos fils »), elle soulève néanmoins de nombreuses questions. Des amorces de tels dialogues existent, souvent dans le cadre d'une démarche humanitaire, mais le passage à un dialogue politique n'a rien d'automatique. Il existe de nombreux canaux informels sur lesquels une amorce de dialogue peut reposer ; il existe aussi des degrés divers d'implication et de radicalisation au sein de groupes armés. Il appartient à l'État d'articuler une politique à cet égard ; il peut s'appuyer sur des relais pour la mise en œuvre. Et cela passe aussi par un dialogue avec les communautés d'origine ou celles touchées en premier lieu par la violence.

Enfin, un consensus a émergé sur le fait que les

FDS ne peuvent endosser seules ce rôle de prévention ; cela implique une coopération au sens large, à savoir l'encadrement des acteurs politiques au plus haut niveau et le soutien des autres parties prenantes. Les FDS font actuellement face à une pression importante de la part des acteurs politiques mais aussi du public en général en attente de résultats sécuritaires rapides. Une telle pression ou l'absence d'autres formes de réponses (politiques, sociales, économiques) peuvent nuire aux efforts des FDS sur le moyen terme, et les participants ont encouragé un dialogue plus actif auprès des responsables politiques à cet égard.

## L'éducation, la culture et la citoyenneté comme moyens de prévenir la violence

Au regard de la nécessité d'une approche globale pour prévenir l'extrémisme violent, les participants ont identifié le potentiel de l'éducation, de la culture et de la citoyenneté. Le moment de l'enfance a été reconnu comme propice pour promouvoir les valeurs de la tolérance et le respect de la diversité, l'inclusion, le dialogue, le pluralisme et l'égalité. Il a ainsi été recommandé aux États de la région de mettre en place des cursus d'enseignement prônant ces valeurs dès le plus jeune âge. Ceux-ci pourraient offrir un discours alternatif à celui des groupes extrémistes violents et construire les bases d'une société plus inclusive. La Mauritanie a, par exemple, mis en place des cours obligatoires d'instruction morale, civique et religieuse dès le cycle secondaire. Cette instruction civique doit aussi comprendre des aspects relatifs à la citoyenneté ; il s'agit d'inculquer un sentiment d'appartenance et d'identité nationale.

Les participants ont noté l'importance d'inclure les traditions et coutumes locales dans les cursus d'enseignement afin de préserver et transmettre l'histoire nationale mais aussi de revaloriser ces pratiques comme rempart à la violence ; « Il n'y a pas de honte à être fier de son histoire », dira l'un des participants. Au-delà des lieux d'éducation formelle, les participants ont aussi souligné le besoin de promouvoir les principes du vivre-ensemble en paix dans tous les espaces de socialisation, à commencer par la famille, mais aussi les espaces récréatifs, les espaces associatifs de

quartiers, les lieux de spiritualité et les marchés.

Les États doivent également investir dans les politiques de jeunesse et soutenir les initiatives privées, telles que les maisons de jeunesse et radios de proximité, ou encore les infrastructures de sport. Ceux-ci offrent des lieux ou des outils d'interaction sociale et de créativité pour les jeunes, complémentaire à ceux de la famille ou de l'école. La promotion du volontariat peut également être utile — pour exemple, le scoutisme, mouvement de jeunesse basé sur l'apprentissage des valeurs de la solidarité, de l'entraide et du respect de l'autre. L'ensemble de ces initiatives vise à favoriser la participation et l'activisme des jeunes et à leur faire prendre conscience qu'eux aussi peuvent jouer un rôle positif dans leur société.

De par sa capacité à influencer l'attitude et le comportement des individus, la culture fut aussi reconnue comme moyen de lutte contre l'extrémisme violent ; il s'agit de favoriser l'expression de la diversité artistique et culturelle au service de la paix et de propager des valeurs de tolérance, de respect et de diversité. Ainsi, lorsqu'une série télévisée, un documentaire, une musique, un film, une pièce de théâtre ou même une prestation de rue mettent en évidence l'importance de « l'unité dans la diversité », ils délégitiment les logiques d'affrontement basées sur la différence. L'activité d'une ONG marocaine qui organise la tournée d'une pièce de théâtre illustrant la réintégration d'anciens membres de groupes extrémistes violents, dont la représentation est suivie d'un débat qui permet un échange entre d'anciens membres de groupes et de jeunes spectateurs, a par exemple été salué.

Une recommandation clé fut d'investir dans la participation politique, culturelle et économique des jeunes en les accompagnants dans les micro-projets et en favorisant l'entreprenariat de la jeunesse. Les quartiers populaires et défavorisés, où les jeunes sont dépourvus d'opportunités, constituent une poche importante de recrutement pour les groupes extrémistes violents. Ainsi, des centres culturels ont été ouverts par des associations au Maroc et en Tunisie au sein de tels quartiers, afin d'offrir des activités éducatives et culturelles telles que la musique, le sport, le théâtre et le chant. Il s'agit de donner à ces jeunes un encadrement et une orientation afin de prévenir leur déviance vers la violence mais aussi de leur inculquer les valeurs qui feront d'eux des citoyens

et futurs leaders tournés vers la tolérance et contribuant au développement de leur communauté et du pays.

La place de la religion dans les efforts de prévention est aussi significative. Les chefs et érudits religieux peuvent en particulier offrir des messages alternatifs à ceux des groupes extrémistes violents en se basant sur les textes religieux. Il a ainsi été proposé de créer un collège de chefs et érudits religieux au Sahel-Sahara afin d'offrir un discours religieux alternatif au niveau régional, à l'exemple de certaines expériences déjà engagées à cet égard.

Enfin, le rôle de la femme au sein de la famille, considérée comme le « socle de l'édifice familial » a été abordé lors des discussions ; celles-ci jouent un grand rôle dans les années formatrices des enfants, notamment au niveau de l'éducation. Ainsi, si elles sont sensibilisées aux facteurs de risque et ont conscience des facteurs de résilience, les chances sont grandes que les enfants le soient aussi. Les femmes, et notamment les mères, peuvent aussi jouer un rôle important dans la réintégration d'ex-membres de ces groupes et pour faire face à la rupture affective et sociale. Par exemple, une initiative au Cameroun associe les mères aux efforts de réintégration d'anciens membres de Boko Haram et à la prévention de nouveaux départs au sein des communautés.

## Approfondir la coopération et l'intégration régionale

Au vu du caractère transnational et global du phénomène de l'extrémisme violent, les Conversations d'Alger ont une nouvelle fois souligné la nécessité et l'urgence d'une réponse régionale coordonnée et surtout mieux intégrée. Si les réponses militaires et sécuritaires se développent au niveau régional — telles que la Force conjointe du G5 Sahel ou la Force multinationale mixte sous l'égide de la Commission du bassin du lac Tchad — les stratégies et actions régionales de prévention progressent faiblement et continuent de manquer de cohérence. Ainsi, les participants ont appelé les organisations régionales et les partenaires qui les appuient à mettre en œuvre des réponses politiques, économiques, développementales et humanitaires coordonnées. La Plateforme ministérielle de coordination des stratégies Sahel, par exemple, a été créée à cette fin, mais quatre

années se sont écoulées depuis sa mise en place et son efficacité reste encore à démontrer. Compte tenu d'autres initiatives institutionnelles lancées entretemps, on assiste à une forme d'encombrement du paysage qui signale que non seulement la coordination mais aussi l'intégration des stratégies et programmes sont plus que jamais nécessaires.

Les participants ont ainsi appelé à ce que les lois nationales fassent l'objet d'une harmonisation au niveau régional afin de permettre une action commune allant dans le même sens et intégrant également la dimension de prévention. La question de la souveraineté nationale peut toutefois constituer un frein à cette harmonisation. La Commission nationale tunisienne de lutte contre le terrorisme œuvre précisément dans ce sens pour le développement d'un réseau international de commissions afin de favoriser cet échange d'expériences et d'identifier les bonnes pratiques. L'échange d'expériences et bonnes pratiques avec des États ayant vécu des expériences similaires a vivement été encouragé, notamment pour mieux comprendre comment travailler à transformer les causes de l'extrémisme violent.

## Conclusion

Après trois séries de Conversations régionales, le constat a été fait que les préoccupations des populations de la région persistent au lieu de s'estomper — preuve que la réponse actuelle est inadaptée et insuffisante. La conviction de la nécessité d'investir dans l'approche de prévention de la violence et de construction de la paix se consolide pourtant patiemment, et émergent des pratiques constituant autant d'inspirations pour que cette approche continue à se renforcer. Ce changement de paradigme dans la réponse à l'extrémisme violent au Sahel-Sahara est d'autant plus nécessaire au vu des défis liés au retour et à la réintégration d'anciens membres des groupes extrémistes violents. Si les motifs et facteurs ayant poussé ces personnes à basculer dans la violence sont toujours présents dans leurs communautés de retour, le succès de leur réintégration est peu probable, et l'effet dissuasif sur d'autres « candidats » ne pourra pas porter ses fruits.

Le déficit de confiance actuel à l'égard de l'État et des forces de défense et de sécurité démontre qu'une réponse militaire seule ne peut suffire. Le dialogue entre les forces de défense et de sécurité et les communautés, ainsi qu'avec les responsables politiques, est nécessaire pour renforcer le climat de confiance, une meilleure compréhension de leurs rôles respectifs et les bases d'un vivre-ensemble en paix auquel tous aspirent. Pour cela, plusieurs priorités ont été soulignées. Il s'agit de :

1. **Inscrire les initiatives de prévention dans une approche holistique et pragmatique axée sur la recherche de résultats concrets.** Il s'agit de multiplier les espaces de dialogue afin de permettre les échanges entre toutes les parties prenantes (institutions publiques, responsables politiques, jeunes, femmes, société civile, médias, forces de défense et de sécurité, acteurs éducatifs et culturels, chefs religieux et traditionnels, chercheurs, etc.). Ce dialogue doit aussi avoir lieu — dans la mesure du possible — avec certains membres de ces groupes extrémistes violents, car comment parler des problématiques et causes de l'extrémisme violent et avoir un impact sans inclure certains de ces membres (et anciens membres) dans les conversations ? Cela nécessite d'établir une stratégie pour engager le dialogue avec les groupes armés les plus radicaux.
2. **Assurer une appropriation locale des initiatives et renforcer les initiatives de prévention positives déjà existantes.** Par ailleurs, il faut souligner le rôle premier de l'État dans la mise en œuvre de politiques publiques de prévention, en particulier dans les zones marginalisées, urbaines et rurales. Il est essentiel de renforcer le lien entre la société et l'État et de consolider le « vivre-ensemble en paix », une initiative algérienne adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en janvier 2018 et qui vise à promouvoir la tolérance, la paix et l'inclusion<sup>4</sup>. La notion d'appropriation locale s'inscrit dans l'agenda des Nations Unies sur la pérennisation de la paix, selon lequel l'inclusion d'acteurs locaux est indispensable à instaurer et maintenir une paix durable ; il en va de même pour une prévention effective de l'extrémisme violent.

4 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (8 décembre 2017), Doc. ONU A/RES/72/130, 15 janvier 2018.

**3. Coordonner et intégrer la réponse régionale.** Si les initiatives de prévention sont nombreuses, l'absence de cohérence et d'intégration au niveau régional demeure une limite importante à l'efficacité de la réponse. Dans cette coordination, les autorités devraient privilégier davantage l'approche préventive, y compris des initiatives non-militaires, dans leurs stratégies nationales et régionales de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Pour reprendre les propos d'António Guterres,

secrétaire général des Nations Unies, « l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent »<sup>5</sup>. A l'issue des troisièmes Conversations régionales, les participants ont abouti aux mêmes conclusions et ont exprimé leur engagement à jouer un rôle dans la mise en œuvre de ces recommandations chacun dans sa sphère d'activité et d'influence.

---

<sup>5</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, « Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique », 2017, voir [www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-French.pdf](http://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-French.pdf).

## Programme

Dimanche 24 juin 2018

8 h 45 – 9 h 30 **Discours d'ouverture**

Mohamed Ibn Chambas, *Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)*

Muriel Berset Kohen, *Ambassadeur de Suisse en Algérie*

Youssef Mahmoud, *Conseiller principal, Institut international pour la paix (IPI)*

Larry Gbevlo-Lartey, *Représentant spécial de l'Union africaine pour la coopération antiterroriste et Directeur du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), Union africaine*

9 h 30 – 9 h 45 **Lancement des travaux**

Abdelkader Messahel, *Ministre des affaires étrangères, Algérie*

11 h 00 – 12 h 30 **Première session plénière**

**L'investissement dans la paix et la prévention de la violence : Opportunités et défis ?**

*Cette session visera à restituer les principales conclusions et l'esprit des conversations régionales sur la prévention de l'extrémisme violent lancées à Dakar, et à poursuivre et approfondir la réflexion engagée sur les approches préventives basées sur la participation politique, l'amélioration des relations État-citoyen/gouvernants-gouvernés et le dialogue inclusif dans des sociétés et des espaces en recomposition pour éviter de nouveaux cycles de violence. La question des dynamiques entre acteurs socio-politiques sera en particulier examinée.*

**Président de séance**

Larry Gbevlo-Lartey, *Représentant spécial de l'Union africaine pour la coopération antiterroriste et Directeur du CAERT, Union africaine*

**Panélistes**

Neila Feki, *Vice-présidente de la Commission nationale de lutte contre le terrorisme (Tunisie)*

Muhammad Nuruddeen Lemu, *Directeur de recherche et formation, Dawah Institute of Nigeria, et Secrétaire général adjoint, Islamic Education Trust (IET), Minna (Nigéria)*

Mohamed Anacko, *Président, Conseil régional d'Agadez (Niger)*

Ahmad Mohamed Zaied, *Membre, National Council for Liberties and Human Rights (Libye)*

Mhand Berkouk, *Professeur, Expert international spécialiste des questions politiques et sécuritaires internationales (Algérie)*

12 h 30 – 13 h 30 **Déjeuner**

## 13 h 30 – 15 h 00 Deuxième session plénière

**Les manifestations concrètes de l'extrémisme violent dans le Sahel-Sahara : Quel diagnostic font les acteurs régionaux, nationaux et locaux ?**

*Cette session cherchera à poursuivre le partage d'expérience sur comment les États, les citoyens et les organisations de la région perçoivent et définissent la question de l'extrémisme violent dans le Sahel-Sahara. Des chercheurs et/ou centres de recherches présenteront leurs travaux menés dans divers pays de la région comme point de départ pour cette conversation, examinant notamment les dynamiques socio-économiques, politiques et transfrontalières qui peuvent favoriser la violence.*

**Président de séance**

El Haouès Riache, *Ambassadeur conseiller, Contreterrorisme, Cabinet du ministre, Ministère des affaires étrangères (Algérie)*

**Panélistes**

Lori-Anne Théroux-Bénoni, *Directrice, Bureau de Dakar, Institute for Security Studies (ISS) (Sénégal)*

Contre-amiral (r) Kamel Akrouf, *Conseiller national de sécurité, Présidence de la République (Tunisie)*

Aliyu Gebi, *Conseiller spécial principal du Ministre de l'intérieur (Nigéria)*

Mustapha Saïdj, *Maître de conférences, Directeur de l'École nationale supérieure de sciences politiques (Algérie)*

Omezzine Khélifa, *Directrice exécutive, Mobdiun (Tunisie)*

## 15 h 00 – 18 h 00 Groupes de travail thématiques

**Echange d'expériences réussies de prévention dans le Sahel-Sahara (en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale)**

*Quatre groupes de travail distincts (avec un président/modérateur et un rapporteur pour chacun d'eux) discuteront de la prévention de l'extrémisme violent dans la région Sahel-Sahara en examinant les facteurs associés à des sociétés pacifiques et résilientes, avec une attention particulière aux relations État-citoyen/gouvernants-gouvernés, et qui une fois renforcées constituent un rempart à l'éclosion et à la propagation de la violence (plutôt que de s'intéresser uniquement aux facteurs qui alimentent et soutiennent des actes de violence). Les participants sont encouragés à donner des exemples de la façon dont les États et/ou les citoyens et communautés et les organisations cherchent à prévenir l'extrémisme violent dans les domaines thématiques particuliers à chaque groupe. Les réponses ou les besoins de réponses transnationales seront également discutés.*

**Groupe 1 : Comment identifier et renforcer les facteurs de paix qui immunisent les communautés contre l'extrémisme violent ? Comment réaliser le potentiel de prévention des structures associatives, animées en particulier par des femmes et des jeunes ?**

**Président du groupe**

Gatta Gali N'Gothe, *Député, Chef de file de l'opposition parlementaire, Assemblée nationale (Tchad)*

**Rapporteuse**

Omezzine Khélifa, *Directrice exécutive, Mobdiun (Tunisie)*

**Groupe 2 : Comment faire pour que le traitement médiatique de la violence contribue à la prévention ?****Président du groupe**

Kouider Zerrouk, *Chef des communications et de l'information publique, UNOWAS*

**Rapporteuse**

Pauline Bend, *Responsable programme Niger, Fondation Hirondelle (Niger)*

**Groupe 3 : Comment faire pour que les forces de défense et de sécurité contribuent aux efforts de prévention ?****Président du groupe**

Pierre Buyoya, *Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel et Chef de la MISAHÉL, Union africaine*

**Rapporteur**

Festus Aubyn, *Chercheur à la Faculté des affaires académiques et de la recherche (FAAR), Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) (Ghana)*

**Groupe 4 : Culture, citoyenneté, éducation : quelles contributions à la prévention de l'extrémisme violent ?****Présidente du groupe**

Hafidha Benchehida, *Sénatrice, Conseil de la nation (Algérie)*

**Rapporteur**

Christian Pout, *Président, Centre africain d'études internationales, diplomatiques, économiques et stratégiques (CEIDES) (Cameroun)*

Lundi 25 juin 2018

9 h 00 – 10 h 00 **Suite des travaux en groupe**

10 h 15 – 11 h 45 **Troisième session plénière**

**Présentation des résultats des groupes de travail****Modérateur**

Youssef Mahmoud, *Conseiller principal, Institut international pour la paix (IPI)*

11 h 45 – 13 h 30 **Déjeuner avec projection du film « Voices of Kasserine »**

Précédée d'une présentation par Romain Darbellay au nom de Olfa Lamloum, *Directrice, International Alert (Tunisie)*

13 h 30 – 15 h 00 **Quatrième session plénière**

### **Vers une approche régionale de la prévention de l'extrémisme violent**

*Sur la base des conclusions des quatre groupes de travail, les participants examineront les moyens dont les citoyens et les États, et leurs partenaires régionaux et internationaux, pourraient plus efficacement aborder la question de la prévention de l'extrémisme violent, y compris à travers une approche régionale dépassant les frontières et qui prendrait en compte les défis et les opportunités que présente le contexte régional. L'objectif sera de formuler des recommandations qui peuvent être mises en œuvre par les praticiens de la région, au sein des États et à travers des ensembles sous régionaux formels ou informels, dans certains cas avec le soutien de l'ONU et des autres partenaires, y compris un soutien aux mécanismes, processus et initiatives, nouveaux ou déjà existants, au niveau local, national et régional.*

#### **Président du groupe**

Eric Overvest, *Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie*

#### **Panélistes**

Pierre Buyoya, *Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel et Chef de la MISAHÉL, Union africaine*

Ibrahima Dia, *Conseiller spécial du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, MINUSMA*

Zainab Kotoko, *Coordinatrice, Unité de fusion et de liaison des pays du Sahel (UFL)*

Yvan Guichaoua, *Maître de conférence d'analyse des conflits internationaux, Brussels School of International Studies, University of Kent (France)*

Giordano Segneri, *Conseiller paix et développement, Bureau du Coordinateur résident du Système des Nations Unies en Tunisie*

15 h 30 – 16 h 15 **Synthèse générale et remarques de clôture**

El Haouès Riache, *Ambassadeur conseiller, Contreterrorisme, Cabinet du ministre, Ministère des affaires étrangères (Algérie)*

Mohamed Ibn Chambas, *Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)*

Stéphane Rey, *Chef du domaine politique de paix et Chef adjoint de la Division sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse*

Jake Sherman, *Directeur, Brian Urquhart Center for Peace Operations, Institut international pour la paix (IPI)*

Idriss Lallali, *Directeur adjoint du CAERT, Union africaine*

## Participants

### **Aboubacar Abdoulaye Ali**

Président, Conseil des éleveurs Nord Tillabéri,  
Niger

### **Col. Othmane Adjali**

Point focal du CAERT sur la prévention et la lutte  
contre le terrorisme et l'extrémisme violent,  
Algérie

### **Beatrice T. Agyarkoh**

Coordinatrice d'événements principale, IPI,  
États-Unis

### **Contre-amiral Kamel Akrouf**

Conseiller national de sécurité, Présidence de la  
République, Tunisie

### **Mohamed Anacko**

Président, Conseil régional d'Agadez, Niger

### **Aïssata Athie**

Adjointe aux programmes, IPI, États-Unis

### **Festus Kofi Aubyn**

Chercheur, Centre international Kofi Annan de  
formation au maintien de la paix, Ghana

### **Michael Ayari**

Analyste principal, International Crisis Group,  
Tunisie

### **Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré**

Président, Observatoire Kisal, Mali

### **Dida Badi Ag Khammadine**

Maître de recherches, Centre national de  
recherches préhistoriques, anthropologiques et  
historiques, Algérie

### **Godefroy Barandagiye**

Assistant spécial du Haut représentant de l'Union  
africaine pour le Mali et Sahel, Union africaine

### **Hafidha Benchehida**

Sénatrice, Conseil de la Nation, Algérie

### **Pauline Bend**

Responsable programme Niger, Fondation  
Hirondelle, Niger

### **Mhand Berkouk**

Professeur, Expert international spécialiste des  
questions politiques et sécuritaires internationales,  
Algérie

### **Muriel Berset-Kohen**

Ambassadeur, Ambassade de Suisse en Algérie

### **Jean-Daniel Bieler**

Conseiller spécial, Division sécurité humaine,  
Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

### **Hatem Boukesra**

Mass'art pour une culture alternative, Tunisie

### **Arthur Boutellis**

Conseiller non résident principal, IPI, États-Unis

### **Audu Bulama Bukarti**

Analyste Afrique subsaharienne, Tony Blair  
Institute for Global Change, Nigéria

### **Pierre Buyoya**

Haut représentant de l'Union africaine pour le  
Mali et le Sahel, Union africaine

### **Cheikh Kamel Chekkat**

Membre fondateur, Ligue des oulémas, prêcheurs  
et imams des pays du Sahel, Algérie

### **Amadou Coulibaly**

Directeur des services extérieurs, Présidence de la  
République, Côte d'Ivoire

### **Daniel Da Hien**

Journaliste, Réseau Afrique jeunesse, Burkina Faso

### **Romain Darbellay**

Directeur de coopération, Division coopération  
internationale, Ambassade de Suisse en Tunisie

**Brema Ely Dicko**

Chef du département socio-anthropologie,  
Faculté des sciences humaines et des sciences de  
l'éducation, Université de Bamako, Mali

**Kyle Dietrich**

Chef de consolidation de la paix et l'extrémisme  
violent, Equal Access, États-Unis

**Ibrahima Dia**

Conseiller spécial du Représentant spécial du  
Secrétaire général des Nations Unies au Mali,  
MINUSMA

**Abdoulaye Diop**

Point focal sur la prévention et la lutte contre le  
terrorisme et l'extrémisme violent, CAERT,  
Mauritanie

**Abdelkader Dridi**

Journaliste à l'APS et Professeur à l'École  
nationale supérieure de journalisme et des  
sciences de l'information, Algérie

**Larbi El-Hadj Ali**

Chargé d'études et de synthèse, Ministère des  
affaires étrangères, Algérie

**Abdel Nasser Ethmane**

Conseiller politique, Bureau de liaison de l'Union  
africaine en Côte d'Ivoire, Union africaine

**Zoumana Fane**

Chargé de programme, Institut malien de  
recherche-action pour la paix, Mali

**Neila Feki**

Vice-présidente, Commission nationale de lutte  
contre le terrorisme, Tunisie

**Gatta Gali N'Gothé**

Député et Chef de file de l'opposition parle-  
mentaire, Assemblée nationale, Tchad

**Larry Gbevlo-Lartey**

Représentant spécial de l'Union africaine pour la  
coopération antiterroriste et Directeur du CAERT,  
Union africaine

**Aliyu Gebi**

Conseiller spécial principal au Ministre de  
l'intérieur, Nigéria

**Samia Gettouche**

Membre du Haut conseil islamique, Algérie

**Anne Grobet**

Responsable de programme Afrique du Nord,  
Division sécurité humaine, Département fédéral  
des affaires étrangères, Suisse

**Yvan Guichaoua**

Maître de conférence d'analyse des conflits  
internationaux, Brussels School of International  
Studies, University of Kent, France

**Pascal Holliger**

Conseiller politique, Ambassade de Suisse au  
Nigéria

**Melinda Holmes**

Conseillère principale et Directrice des  
programmes, Women's Alliance for Security  
Leadership, International Civil Society Action  
Network, États-Unis

**Mohamed Ibn Chambas**

Représentant spécial du Secrétaire général des  
Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le  
Sahel, UNOWAS

**Mounia Ioualalen Bengougam**

Sous-directrice des questions de sécurité  
internationale, Direction générale des affaires  
politiques et de sécurité internationales, Ministère  
des affaires étrangères, Algérie

**Yassine Isbouia**

Coordinateur général, Mediterranean Forum for  
Youth, Maroc

**Omezzine Khélifa**

Directrice exécutive, Mobdiun, Tunisie

**Arlette Thérèse Kono Abe**

Sous-directrice, Point focal du CAERT sur la  
prévention et la lutte contre le terrorisme et  
l'extrémisme violent, Ministère des affaires  
étrangères, Cameroun

**Zainab Kotoko**

Coordinatrice, Unité de fusion et de liaison des pays du Sahel

**Séverin Kouamé**

Enseignant-chercheur, Université Alassane Ouattara, Bouaké, et Président de l'association Indigo, Côte d'Ivoire

**Ahmed Labnouj**

Directeur des programmes MENA, Interpeace, Maroc

**Idriss Mounir Lallali**

Directeur adjoint, CAERT, Union africaine

**Muhammad Nuruddeen Lemu**

Directeur de recherche et formation, Dawah Institute of Nigeria, et Secrétaire général adjoint, Islamic Education Trust (IET), Minna, Nigéria

**Mehdi Mabrouk**

Directeur, Centre arabe des recherches et de l'étude des politiques, Tunisie

**Lisa Magnollay**

Chargée de programme, Division Afrique australe, Afrique de l'Est et du Nord, Territoire palestinien occupé, Direction du développement et de la coopération suisse

**Youssef Mahmoud**

Conseiller principal, IPI, États-Unis

**Abdoulaye Maïga**

Direction de l'Alerte Précoce, Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

**Boubker Mazoz**

Directeur, Centre culturel Sidi Moumen, Maroc

**Madeleine Memb**

Présidente, MediaWomen4Peace, Cameroun

**Abdelkader Messahel**

Ministre des affaires étrangères, Algérie

**Wissem Missaoui**

Directeur des programmes, Search for Common Ground, Tunisie

**Carol Mottet**

Conseillère principale, Division sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

**Colonel Christian Emmanuel Mouaya Pouyi**

Responsable de formation, CAERT, Union africaine

**Aimeric Erwin Koswinde Nanema**

Point focal sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, CAERT, Burkina Faso

**Colonel Hypolithe Jean Ndougou**

Conseiller militaire auprès du Secrétaire exécutif, Commission du bassin du lac Tchad

**Eric Overvest**

Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en Algérie, Représentant résident du PNUD en Algérie

**Christian Pout**

Président, Centre africain d'études internationales, diplomatiques, économiques et stratégiques, Cameroun

**Mohammed Abdel Wahab Rafiki**

Cheik, Maroc

**Aissa Rahimi**

Commissaire principal de police, Algérie

**Toufik Rata**

Attaché de cabinet, Ministère des affaires étrangères, Algérie

**Stéphane Rey**

Chef du domaine politique de paix et chef adjoint de la Division sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

**El Haouès Riache**

Ambassadeur conseiller, Contreterrorisme, Cabinet du ministre, Ministère des affaires étrangères, Algérie

**Salwa Sahloul**

Chargée de mission, experte en femme, paix et sécurité et médiation, Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance, Tunisie

**Mustapha Saidj**

Maître de conférences, Directeur de l'École nationale supérieure de sciences politiques Algérie

**Giordano Segneri**

Conseiller paix et développement, Bureau du Coordinateur résident du Système des Nations Unies en Tunisie

**Major-Général Bamidele Matthew Shafa**

Coordinateur, Operation Safe Corridor, Defence Headquarters of the Nigeria Armed Forces, Nigéria

**Jake Sherman**

Directeur, Brian Urquhart Center for Peace Operations, IPI, États-Unis

**Lori-Anne Thérooux-Bénoni**

Directrice, Bureau de Dakarm, Institute for Security Studies, Sénégal

**Vassiriki Traoré**

Coordinateur national du renseignement, Cabinet de la Présidence de la République, Côte d'Ivoire

**Ahmat Yacoub Dabio**

Président, Centre d'étude pour le développement et la prévention de l'extrémisme violent, Tchad

**Zara Yacoub**

Directrice Tchad, Equal Access, Tchad

**Ahmad Mohamed Zaied**

Membre, National Council for Liberties and Human Rights, Libye

**Kouider Zerrouk**

Chef des communications et de l'information publique, UNOWAS

## L'initiative des conversations régionales

L'initiative des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent a été lancée en 2016 par l'IPI, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse. La première édition a eu lieu à Dakar (Sénégal) en juin 2016, et la deuxième à N'Djamena (Tchad) en juin 2017. Divers autres rencontres thématiques ou sous-régionales ont également eu lieu à Dakar, Yaoundé (Cameroun), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Maroua (Cameroun), et des tables rondes de restitution ont eu lieu à New York, Genève et Dakar. En ces diverses occasions, d'autres partenaires ont rejoint les initiateurs : le Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS) du Sénégal, le Centre africain d'études internationales diplomatiques économiques et stratégiques (CEIDES), le Conseil de l'entente, le Bureau de Dakar de l'Institut d'études de sécurité (ISS) et le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme de l'Union africaine (CAERT).

Cet espace a rassemblé près de 500 personnalités d'horizons professionnels divers d'Afrique du Nord, d'Afrique de l'Ouest, du Sahel et d'Afrique centrale, ainsi que quelques experts extérieurs et organisations régionales ou internationales actives dans ces régions. De nature volontairement informelle, ces échanges ont permis d'aborder, dans un espace et un climat d'ouverture, les dimensions sensibles et difficiles à saisir de cette approche de prévention de l'extrémisme violent (y compris sa dimension politique). L'objectif est à la fois de proposer un tel espace d'échange et de dialogue sur l'approche de prévention, de renforcer les passerelles entre acteurs d'horizons divers et de mettre en exergue et de renforcer les initiatives positives représentant des alternatives concrètes à l'extrémisme violent qui sont portées par des acteurs de ces régions.

### Documents pertinents

- **Premières Conversations régionales « Investir dans la paix et la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel : Conversations sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent » Dakar, 27 et 28 juin 2016**  
 Français : [www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609\\_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf](http://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf)  
 Anglais : [www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609\\_Investing-in-Peace-ENGLISH.pdf](http://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-ENGLISH.pdf)
- **Table ronde « Inclusion: An Essential First Step in Preventing Violent Extremism », New York, 27 septembre 2016**  
 Anglais : [www.ipinst.org/2016/09/violence-prevention-west-africa-sahel#1](http://www.ipinst.org/2016/09/violence-prevention-west-africa-sahel#1)
- **Deuxièmes Conversations régionales « Investir dans la paix et la prévention de la violence au Sahel-Sahara : Deuxièmes Conversations régionales sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent », N'Djamena, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2017**  
 Français : [www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteFrench.pdf](http://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteFrench.pdf)  
 Anglais : [www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteEnglish.pdf](http://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteEnglish.pdf)
- **Séminaire régional sur le rôle des journalistes et des médias dans la prévention de la violence, en particulier l'extrémisme violent, en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Dakar, 12 et 14 juin 2017**  
 Rapport disponible sur demande.
- **Table ronde « Investing in Peace and Prevention in the Sahel-Sahara », New York, 22 septembre 2017**  
 Programme (français et anglais) :  
<https://mailchi.mp/ipinst/ipi-event-full-title-and-event-date-141289?e=0f7e0d889b>  
 Synthèse (anglais) : [www.ipinst.org/2017/09/investing-in-peace-and-prevention-in-the-sahel-sahara](http://www.ipinst.org/2017/09/investing-in-peace-and-prevention-in-the-sahel-sahara)

- Séminaire régional « Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique », Dakar, 9 et 10 octobre 2017  
Français : [www.cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2018/02/BAT\\_RAPPORT-2017.pdf](http://www.cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2018/02/BAT_RAPPORT-2017.pdf)
- Table ronde « Investir dans la paix pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique » organisée dans le cadre du Forum international pour la paix et la sécurité en Afrique, Dakar, 14 novembre 2017  
Rapport disponible sur demande
- Séminaire régional sur la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale et dans le bassin du lac Tchad, Yaoundé, 27 et 28 novembre 2017  
Français : [www.ceides.org/newsletter/Rapport%20final%201.pdf](http://www.ceides.org/newsletter/Rapport%20final%201.pdf)
- Table ronde « Investir dans la paix et la prévention face à l'extrémisme violent », Genève, 25 janvier 2018  
Programme (français et anglais) : [www.interpeace.org/investir-prevention-lextrémisme/](http://www.interpeace.org/investir-prevention-lextrémisme/)  
Synthèse (anglais) : [www.interpeace.org/2018/02/investing-prevention-extremism/](http://www.interpeace.org/2018/02/investing-prevention-extremism/)
- Atelier technique sous régional d'échange d'expériences et d'analyses sur la prévention de l'extrémisme violent (PEV) dans les pays du Conseil de l'entente, Abidjan, 24 et 25 mai 2018
- Dialogue participatif pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'extrême-nord du Cameroun et son pourtour, Maroua, 24 et 25 juillet 2018



L'**INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE** (IPI) est un groupe de réflexion international et indépendant à but non lucratif qui se consacre à la gestion des risques et au renforcement des capacités d'endurance et de rebond des collectivités humaines en vue de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable. Pour remplir sa vocation, l'IPI conjugue recherche sur les politiques, analyse stratégique, publication de travaux et organisation de réunions. Réunissant une équipe pluridisciplinaire venue de plus de 20 pays, l'IPI a des bureaux en face du siège des Nations Unies à New York ainsi qu'à Vienne (Autriche) et à Manama (Bahreïn).



**777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521, USA**

TEL +1-212-687-4300 FAX +1-212-983-8246

**Freyung 3, 1010 Vienna, Austria**

TEL +43-1-533-8881 FAX +43-1-533-8881-11

**52-52 Harbour House, Bahrain Financial Harbour**

**P.O. Box 1467, Manama, Bahrain**

[www.ipinst.org](http://www.ipinst.org)